

Au Burundi, les écoles aux mauvais résultats sont fermées administrativement

France Tv Info, 13/06/2017 Au Burundi, visiblement, on ne plaisante pas avec la réussite scolaire. Faute de résultats suffisants aux tests nationaux, 20 établissements scolaires ont été contraints de fermer, et 14 autres sont sanctionnés d'une suspension provisoire. 49 établissements affichaient moins de 20% de réussite aux tests, et neuf un taux de 0%. En cette période de rentrée scolaire, le ministère de l'Éducation du Burundi fait le ménage, et la méthode employée est radicale. Les mauvais établissements, à l'instar des mauvais élèves, sont sanctionnés. La barre fatidique des 20% de réussite aux tests nationaux ne semble pas bien difficile à atteindre et pourtant, certains établissements ont échoué.

La Deutsche Welle a rencontré Alpha Mastadjabu, le directeur du lycée Emmaüs, prié de fermer ses portes. «Il ne fallait pas prendre cette décision sans nous avertir ! Nous devrions quand même bénéficier de la même clémence que d'autres écoles l'année passée.» Même consternation du côté des parents d'élèves. «Nous sommes dépassés ! Nous ne savons pas où nos enfants vont étudier, ils vont errer dans les rues. Je suis choquée», dit une maman. La méthode est brutale certes, mais elle n'est pas nouvelle. En 2013 déjà, 24 établissements avaient été fermés. Responsables sanctionnés Publiques ou privées, toutes les écoles sont logées à la même enseigne et doivent passer les tests. 321 écoles primaires ont été évaluées et 58 ont échoué, soit tout de même un taux de 18% de recalées. Pour la ministre Janvier Ndirahisha, docteur en Mathématiques, un taux de 20% de réussite est un seuil minimal quant à la qualité de l'enseignement prodigué. Du reste, les responsables de ces écoles seront sanctionnés, annonce la ministre. Onze écoles paramédicales ont également été sanctionnées. Ces écoles sont accusées par le ministère de la Santé de ne pas respecter les normes exigées pour un enseignement de qualité. Ces écoles sont accusées de rechercher le profit sans investir dans le matériel pédagogique. «Les propriétaires de ces écoles privées ne veulent pas mettre en application les normes édictées par le ministère. La majorité d'entre eux mettent plus en avant la recherche du profit», a déclaré à la Deutsche Welle le porte-parole du gouvernement. Mais selon le site Arib.info qui cite des syndicats, le problème n'est pas seulement la recherche du profit. La formation des enseignants, leur rémunération, la surcharge des classes sont autant de facteurs d'échec. Autre sujet de préoccupation du gouvernement, le relâchement de la discipline au sein des établissements. Jupes trop courtes, maquillage, bijoux et jeans taille basse sont désormais interdits dans les cours de récréation. Par Jacques Deveaux

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});